

## Rattachement à un ministère unique, un mandat fédéral ?

Notre congrès national d'Albi, en novembre 2007, considérant l'incapacité flagrante du ministère de l'agriculture et de la DGER, à gérer un pan du service public d'enseignement, a adopté le mandat de rattachement de l'enseignement agricole à un ministère unique de l'éducation.

Ce mandat, qui n'était pas nouveau, mais réactivé, a été validé majoritairement par un vote des adhérents au printemps 2008.

Dans l'enseignement agricole, les emplois disparaissent les uns après les autres. Les formations, les classes, les sections, et maintenant, des établissements mêmes, sont supprimés.

Qui a oublié l'odieux traitement qu'ont dû subir, à la rentrée 2008, nos collègues contractuels, déjà dans une situation précaire, et qui ont été contraints d'attendre plusieurs mois la signature formelle de leur contrat et le paiement intégral de leur traitement ?

Au ministère de l'agriculture, la laïcité, pourtant inscrite à l'article premier de notre constitution, semble être un concept inconnu. Un favoritisme éhonté s'exerce en faveur de l'enseignement privé, notamment les maisons familiales, pour qui les caisses ne sont jamais vides, pour qui les classes s'ouvrent comme par miracle par le jeu des copinages, hors de tout contrôle des instances de concertation, hors de tout schéma directeur.

Le concept de respect du droit et de la réglementation semble lui aussi quelquefois ignoré. Ici ou là, des petits chefs zélés adaptent les pratiques locales au « budget contraint » dont on nous rebat les oreilles, en voulant oublier que les contraintes sur le budget résultent des choix idéologiques en faveur d'une politique ultra-libérale, dont une des plus belles avancées est le fameux « bouclier fiscal ».

Jour après jour, notre mandat devient de plus en plus nécessaire.

Il conviendrait que notre syndicat, à l'occasion du prochain congrès de notre fédération, la FSU, œuvre pour qu'il devienne un mandat fédéral, ce qui accroîtra ses chances de devenir un jour réalisé.

**Didier Cuidet**  
Secrétaire de secteur adjoint Vie Fédérale